

MKAAJI MPYA asbl

# PACN

PROGRAMME DE L'ACADEMIE CONGOLAISE DES NEGOCIATEURS

## NOTE DE PLAIDOYER POLITIQUE

Pour l'inclusion effective des jeunes dans les processus de négociation environnementale et dans les mécanismes de pilotage des Conventions de Rio et autres Accords Multilatéraux sur l'Environnement au niveau national en République Démocratique du Congo



Mars, 2025



## **Pour une diplomatie environnementale agissante en République Démocratique du Congo, l'heure d'inclure les jeunes compétents et professionnels à tous les niveaux dans le processus des négociations et dans les mécanismes de pilotage ou de mise en œuvre au national**

### **Note à savoir**

---

Cette note de plaidoyer politique a été élaborée dans le cadre du Programme de l'Académie Congolaise des Négociateurs (PACN), qui réunit à ce jour 15 jeunes professionnels issus de 7 Provinces, spécialisés dans le domaine de l'environnement. Ces derniers ont été sélectionnés parmi 1 123 candidatures pour faire partie de la première cohorte de boursiers formés aux Négociations Environnementales, portant sur les trois Conventions de Rio et autres Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AMEs). Cette formation a été dispensée par MKAAJI MPYA asbl, avec le soutien financier du Gouvernement Britannique à travers le Climate Ambition Support Alliance (CASA) et l'appui technique de l'Ambassade Britannique à Kinshasa.



## PREAMBULE

**R**econnaisant que les jeunes sont un moteur essentiel du développement et du changement dans toute société, il est important de souligner que selon la Charte africaine de la jeunesse adoptée en 2006 par l'Union africaine et redéfinie par la politique nationale de la jeunesse, un jeune est une personne âgée de 15 à 35 ans.

Cette tranche d'âge représente une part significative de la population africaine et, en particulier, de la République Démocratique du Congo (RDC), où plus de 60 % des habitants sont des jeunes. Cependant, malgré cette importance démographique, leur participation aux processus décisionnels reste encore marginale, notamment dans les négociations internationales sur les enjeux environnementaux.

Les négociations internationales jouent un rôle central dans la définition des politiques et des engagements mondiaux en matière de lutte contre le changement climatique, de préservation de la biodiversité et de lutte contre la désertification. Ces négociations sont encadrées par les trois conventions de Rio – la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD). En plus de ces trois grandes conventions, s'ajoutent d'autres accords multilatéraux spécifiques qui contribuent à la gouvernance mondiale environnementale, définissant les engagements des États en faveur d'un développement durable et résilient.

En tant que pays à la fois riche en ressources naturelles et vulnérable aux changements climatiques, la République Démocratique du Congo occupe une position stratégique dans les négociations internationales sur l'environnement. Avec sa vaste forêt équatoriale, qui représente le deuxième poumon vert de la planète après l'Amazonie, la RDC joue un rôle clé dans la régulation du climat mondial et la conservation de la biodiversité.

Cependant, bien que le pays soit partie prenante de ces conventions, il est directement affecté par les problèmes mondiaux tels que le changement climatique et la perte de biodiversité. Ces problématiques, débattues régulièrement lors des négociations internationales, ont des conséquences à la fois pour les générations actuelles et futures. Pourtant, ce sont les jeunes qui porteront la position du pays à l'avenir. Il est donc crucial que les jeunes, qui constitueront la relève dans un avenir proche, soient mieux formés, représentés et entendus dans ces forums où se dessinent les décisions déterminantes pour leur futur.

Malheureusement, malgré cette importance, la voix des jeunes Congolais reste trop peu audible dans ces discussions.

C'est ainsi que, lors des sessions de simulation des négociations sur les Conventions de Rio et autres accords multilatéraux sur l'Environnement, tenues à Kinshasa en mars 2025 dans le cadre du Programme de l'Académie Congolaise des Négociateurs (PACN), ***il a été clairement ressenti que l'inclusion des jeunes dans le processus des négociations internationales est un impératif et stratégique. En tant que futurs leaders et acteurs principaux du développement durable, bien qu'ils soient vulnérables, ils doivent être intégrés à ce processus ainsi qu'aux mécanismes de mise en œuvre de ces conventions au niveau national (cadre de pilotage). Leur engagement offrirait des perspectives innovantes, renforcerait la représentativité de la RDC dans ces espaces et assurerait la pérennité des engagements pris à l'échelle internationale, en créant des liens intergénérationnels au sein des négociations et dans les équipes de négociateurs.***

## PROBLÉMATIQUE DE LA NON-INCLUSION DES JEUNES DANS LES PROCESSUS DE NÉGOCIATION ET LES MÉCANISMES DE MISE EN ŒUVRE DES CONVENTIONS DE RIO ET AUTRES ACCORDS MULTILATÉRAUX SUR L'ENVIRONNEMENT (AME) AU NIVEAU NATIONAL

La République Démocratique du Congo (RDC), pays riche d'une biodiversité exceptionnelle et acteur clé dans les négociations environnementales internationales, peine à assurer une participation effective des jeunes dans ces forums stratégiques, moins non plus dans les mécanismes de mise en œuvre au niveau national. Bien que toutes ces Conventions encourage l'implication des jeunes à tous les niveaux décisionnels, la réalité demeure une faible représentation des jeunes Congolais dans ces négociations, tant au niveau international que national et local. Dans ce contexte, les travaux réalisés dans le cadre du Programme de l'Académie Congolaise des Négociateurs (PACN) ont permis d'identifier plusieurs défis majeurs expliquant cette situation préoccupante :



### ACCES LIMITE A L'INFORMATION ET FAIBLES CAPACITES EN DIPLOMATIE ENVIRONNEMENTALE

Il a été souligné que l'une des principales barrières à la participation des jeunes Congolais réside dans l'accès limité à l'information sur les négociations internationales liées à l'environnement. Le manque de plateformes adaptées pour diffuser ces informations, ainsi que l'absence de formations spécifiques, entravent la compréhension des processus et réduisent la préparation des jeunes. Par ailleurs, les compétences en diplomatie environnementale, qui sont essentielles pour naviguer dans ces espaces complexes, restent insuffisamment moins développées au sein de la jeunesse congolaise. Or, les négociations environnementales internationales sont des domaines hautement compétitifs qui nécessitent une maîtrise fine des tactiques, des procédures et des enjeux écologiques globaux.



### ABSENCE DE CADRE DE TRANSMISSION DES CONNAISSANCES ET DE COLLABORATION INTERGENERATIONNELLE

Il a été clairement observé que, bien qu'un certain nombre de jeunes aient démontré leur capacité à contribuer de manière significative aux négociations, aucun cadre structuré de transmission des connaissances n'existe entre les négociateurs expérimentés et les jeunes. Cette absence de mécanisme formel et de collaboration intergénérationnelle empêche le transfert d'expertise, et freine le développement des compétences nécessaires à la future relève. De plus, le manque de mentorat et d'encadrement des jeunes dans les négociations les prive des outils essentiels pour naviguer dans des environnements complexes. En conséquence, ce vide dans la transmission des savoirs et la collaboration intergénérationnelle génère un écart important entre les générations, limitant ainsi l'implication et l'impact des jeunes dans les processus décisionnels environnementaux et la préparation de la RDC à défendre ses intérêts sur la scène internationale.



### NON-IMPLICATION DES JEUNES PROFESSIONNELS ET SOUS-EXPLOITATION DE LEURS COMPETENCES DANS L'ELABORATION DES POLITIQUES ET STRATEGIES NATIONALES

Il a été constaté que les jeunes professionnels, malgré leurs compétences et connaissances, ne sont pas suffisamment impliqués dans l'élaboration des politiques et stratégies nationales, telles que les Contributions Déterminées au niveau National (CDNs), la Stratégie et le Plan d'Action National pour la Biodiversité (SPANB), le Plan National d'Adaptation (PAN), etc... Cette exclusion se fait ressentir dans les mécanismes de mise en œuvre au niveau national, notamment dans le cadre de pilotage des Conventions de Rio et d'autres Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AMEs). Leur absence dans ces processus important limite leur capacité à influencer positivement les décisions environnementales et freine l'intégration de perspectives innovantes adaptées aux enjeux environnementaux actuels.



## NON-ACCES AUX RESSOURCES FINANCIERES ET OBSTACLES LINGUISTIQUES

La participation aux négociations internationales nécessite des ressources financières substantielles, notamment pour couvrir les frais de voyage, d'hébergement, de restauration et de formation. Cependant, de nombreux jeunes Congolais n'ont pas accès à ces moyens financiers, ce qui limite leur participation à ces événements. Par ailleurs, la maîtrise insuffisante des langues de travail, notamment l'anglais, constitue un obstacle supplémentaire, rendant difficile leur participation et leur contribution aux discussions internationales.



## ABSENCE D'INITIATIVES STRUCTURÉES D'ENCADREMENT DES JEUNES CONGOLAIS DANS LES NEGOCIATIONS INTERNATIONALES

Hormis le **Programme de l'Académie Congolaise des Négociateurs** mis en place par MKAAJI MPYA asbl, qui n'a formé qu'une seule cohorte jusqu'à présent et qui ne couvre pas toutes les provinces de la RDC, il existe une absence marquée d'initiatives structurées pour encadrer les jeunes dans les négociations internationales. Les opportunités de mentorat et d'accompagnement dans ces processus sont rares, et peu d'initiatives institutionnelles ou associatives visent à préparer les jeunes aux exigences des négociations internationales. Cette lacune limite leur capacité à acquérir l'expérience nécessaire pour devenir des acteurs crédibles et compétents dans ces espaces décisionnels, capable de soutenir et défendre les intérêts du pays, et constitue un obstacle majeur à leur participation à tout le processus au niveau national comme international.



## INEGALITES GEOGRAPHIQUES ET ENCLAVEMENT DES ZONES RURALES

Les jeunes des zones rurales et de certaines provinces restent largement exclus des opportunités liées aux négociations internationales. Contrairement à certaines zones urbaines bénéficiant d'un meilleur accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, ces régions rencontrent des obstacles majeurs pour intégrer les processus de négociation.

La première cohorte du Programme de l'Académie Congolaise des Négociateurs, qui n'a couvert que 7 sur 26 provinces, en est un exemple. Ce manque de mécanismes d'encadrement dans certaines Provinces et zones rurales persiste, alors même que les conventions et autres AMEs ne connaissent pas de limites géographiques dans leur mise en œuvre.



## POURQUOI INCLURE LES JEUNES DANS LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION À TOUS LES NIVEAUX ET DANS LES MÉCANISMES DE MISE EN ŒUVRE ou CADRE DE PILOTAGE AU NIVEAU NATIONAL?

L'intégration effective des jeunes dans les négociations environnementales en RDC est une nécessité stratégique pour assurer une gouvernance durable et adaptée aux réalités du moment. En appuis aux générations plus âgées, les jeunes font preuve d'une plus grande souplesse dans l'adaptation aux nouveaux paradigmes et aux approches innovantes. Leur capacité à remettre en question les méthodes traditionnelles, à proposer des solutions alternatives et à s'adapter rapidement aux évolutions des négociations internationales en fait des acteurs clés pour renforcer l'influence congolaise sur la scène environnementale mondiale.

En outre, les jeunes représentent une relève indispensable pour soutenir les négociateurs expérimentés lors des réunions internationales et nationales. Leur dynamisme et leur volonté d'apprendre leur permettent d'assimiler rapidement les langages techniques et diplomatiques, y compris les langues étrangères, essentielles dans les échanges internationaux.

En les impliquant dès maintenant, les jeunes acquièrent des compétences

essentielles qui garantiront une transition fluide et efficace lorsque les négociateurs actuels prendront du recul. Cela leur permet également de développer les capacités nécessaires pour participer activement à l'élaboration des stratégies et politiques nationales en lien avec les mécanismes de mise en œuvre et les cadres de pilotage, avec professionnalisme et complémentarité. Il est également important de souligner que la gouvernance mondiale environnementale repose de plus en plus sur les technologies numériques, qu'il s'agisse de la collecte et de l'analyse des données, de la modélisation climatique ou de la communication des engagements et résultats, etc. En impliquant les jeunes congolais formés, compétents et professionnels et en les familiarisant avec ces outils numériques, on leur offre un avantage pour renforcer la participation de la RDC dans les discussions internationales et dans les mécanismes de mise en œuvre efficace au niveau national et local. Il est donc essentiel d'intégrer les jeunes dans les processus de négociation et de prise de décision afin de répondre de manière efficace aux défis environnementaux du pays.

## QUELLES SONT LES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DES JEUNES ?

À la suite des travaux issus des sessions de simulation des négociations tenues à Kinshasa au Centre d'accueil THERESIANUM du 24 au 29 mars 2025 dans le Cadre du Programme de l'Académie Congolaise des Négociateurs - PACN, et en tenant compte des échanges entre les parties prenantes, des défis actuels et de l'importance cruciale d'inclure les jeunes dans les processus de négociation et les mécanismes de pilotage au niveau national, les recommandations suivantes ont été formulées:

### Au Gouvernement Congolais :

1 Organiser des sommets nationaux afin de définir clairement la position de la RDC sur les trois Conventions de Rio, en impliquant les jeunes, chaque fois avant les Conférences des Parties (COPs). Cela permettra de documenter les contributions des jeunes et d'intégrer leurs propositions dans les positions que les négociateurs du pays devront défendre lors de ces conférences;

2 Intégrer de manière effective les jeunes professionnels, compétents et formés, dans les mécanismes de pilotage des trois Conventions de Rio au niveau national, afin de garantir leur participation active et leur contribution à la mise en œuvre des politiques environnementales du pays;



Développer et/ou soutenir des programmes de renforcement des capacités en matière de négociations internationales, et/ou renforcer les programmes existants tels que le **Programme de l'Académie Congolaise des Négociateurs - PACN** sur le renforcement des capacités des jeunes en matière de négociations dans le cadre des Conventions Rio et autres Accords Environnementaux Multilatéraux, et reconnaître ce dernier à sa juste valeur;

Lors des Conférences des Parties aux trois Conventions de Rio, intégrer progressivement dans les délégations nationales des jeunes formés aux négociations environnementales et leur confier des tâches et des responsabilités afin de leur donner l'occasion d'apprendre « **Learning by doing** » aux côtés de négociateurs expérimentés.

## Aux partenaires techniques et financiers

Appuyer techniquement et financièrement le gouvernement Congolais et Ministère National de l'Environnement et Développement Durable dans l'organisation des sommets nationaux afin de définir clairement la position de la RDC sur les trois Conventions de Rio, en impliquant les jeunes, chaque fois avant les Conférences des Parties (COPs). Et faciliter que les contributions des jeunes soient intégrées dans les propositions du pays en fonction de l'Agenda des COPs.

Soutenir le Programme de l'Académie Congolaise des Négociateurs (PACN) dans l'organisation de cohortes régulières et annuelles de formation pour les jeunes professionnels congolais dans le secteur environnemental. Cela permettra de renforcer leurs capacités dans les négociations environnementales internationales et leur implication dans les mécanismes de mise en œuvre (cadre de pilotage) des trois Conventions de Rio, tant au niveau national que local, pour un plus grand impact.

## A MKAAJI MPYA asbl

Mobiliser les partenaires techniques et financiers pour organiser d'autres cohortes de formation dans le cadre du Programme de l'Académie Congolaise des Négociateurs (PACN);

Mettre en place un système de suivi et d'évaluation des progrès des jeunes dans les négociations environnementales, ainsi que de leur engagement dans les mécanismes de pilotage des politiques au niveau national, afin d'identifier les lacunes et en tirer des leçons d'apprentissage;

Assurer la pérennité du réseau des jeunes Alumni « CANP Community » des cohortes du Programme de l'Académie Congolaise des Négociateurs – PACN;

Renforcer la collaboration avec les institutions étatiques à tous les niveaux, notamment avec le Ministère National de l'Environnement et Développement Durable, pour assurer une mise en œuvre efficace et productive des prochaines cohortes du PACN.



## CONCLUSION

Garantir une gouvernance environnementale durable en République Démocratique du Congo, l'inclusion des jeunes dans les négociations environnementales dans les trois Conventions de Rio et d'autres Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AMEs) mais beaucoup plus dans les mécanismes de pilotage au niveau national est une priorité stratégique. Cela apportera des perspectives innovantes et assurera la continuité des politiques et stratégies environnementales plus durables et inclusives. Toutefois, il est crucial de soutenir et de consolider le Programme de l'Académie Congolaise des Négociateurs (PACN). Ce programme, déjà en place, offre une formation ciblée et pratique, renforçant les capacités des jeunes pour participer activement aux processus décisionnels au niveau national et international. En favorisant leur inclusion dans les délégations et les processus de négociation, la RDC préparera une nouvelle génération de négociateurs, capable de défendre les intérêts du pays et de mettre en œuvre des stratégies et politiques environnementales durables pour les générations futures.